

Une ONG appelle Khartoum à mettre un terme à "l'impunité" au Darfour

SOUDAN-DARFOUR-CPI-ONG-RÉACTION - 28.02.2007 10.44 - AFP

NAIROBI, 28 fév 2007 (AFP) - Une ONG humanitaire allemande a demandé aux autorités de Khartoum d'en finir avec "l'impunité" au Darfour et de livrer à la Cour pénale internationale (CPI) les deux Soudanais accusés d'atrocités dans cette province soudanaise en proie à la guerre civile depuis 2003.

Le procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, a accusé mardi Ahmed Haroun, ancien secrétaire d'Etat à l'Intérieur, et Ali Kosheib, un des chefs des milices djandjawids, de 51 crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au Darfour. "L'impunité doit cesser pour les crimes commis au Darfour", a déclaré mardi soir à l'AFP Klaus Stieglitz, le directeur de l'ONG Hoffnungszeichen (Signe d'espoir), après avoir visité des camps de déplacés qui ont fui les combats au Darfour. "(Nous) appelons fermement le gouvernement du Soudan (...) à coopérer pleinement avec la CPI pour traduire (les accusés) en justice", a-t-il ajouté.

"Afin qu'une paix durable s'installe au Darfour, il est important que ceux qui ont commis des crimes graves soient traduits en justice", a expliqué M. Stieglitz.

Khartoum a contesté mardi toute compétence à la CPI au Darfour, en assurant que sa justice soudanaise poursuivait activement les responsables de crimes dans au Darfour. "J'ai la conscience tranquille et je ne me sens pas coupable car j'ai agi dans le cadre de la loi et en conformité avec l'intérêt général", a ajouté l'ancien secrétaire d'Etat à l'Intérieur

"La CPI ne peut pas avoir de compétence lorsqu'il s'agit de juger n'importe quel Soudanais pour n'importe quel crime", a déclaré le ministre de la Justice Mohammed Ali al-Mardhi.

Ahmed Haroun s'est dit mardi "nullement inquiet" et affirme que les accusations portées contre lui par la cour pénale internationale sont "politiques".

Selon les Nations unies, le conflit au Darfour, qui a éclaté en 2003, a fait quelque 200.000 morts et provoqué le déplacement de quelque 2 millions de personnes, des chiffres contestés par Khartoum.

bkb/jt/jh